

385

1

CHAMPAGNE ARDENNE REVISION
Société Anonyme au capital de 155.100 euros
Siège social : 2, rue du Château d'Eau - 08000 CHARLEVILLE MEZIERES
N° SIRET : 348 931 577 00012

--

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 1^{ER} FEVRIER 2002

L'an deux mil deux, le premier Février, à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire, les Actionnaires de la société anonyme CHAMPAGNE ARDENNE REVISION, au capital de 155.100 euros divisé en 2.500 actions, se sont réunis au siège social en Assemblée Générale Extraordinaire sur la convocation que leur a adressée le Conseil d'Administration par lettres simples en date du 16 Janvier 2002.

Il a été dressé une feuille de présence, que les Actionnaires présents ou représentés ont émargée en entrant en séance.

Monsieur Jean-Marie VAUTION, en qualité de Président du Conseil d'Administration, préside la réunion.

Madame Annick ANCELET-VAUTION et Monsieur Claude ANCELET, les deux Actionnaires présents et acceptants, représentant le plus grand nombre d'actions tant par eux-mêmes que comme Mandataires, sont appelés à remplir les fonctions de Scrutateurs.

Madame Francine VAUTION est désignée comme Secrétaire.

La feuille de présence est vérifiée, arrêtée et certifiée exacte par le Bureau, qui constate que les Actionnaires présents ou représentés possèdent 2.496 actions sur les 2.500 actions formant le capital ayant le droit de vote.

L'Assemblée réunissant plus du tiers du capital est déclarée régulièrement constituée et peut valablement délibérer.

Le Président met à la disposition des Actionnaires :

- une copie de la lettre de convocation,
- la copie de la lettre de convocation du Commissaire aux comptes ainsi que le récépissé postal et avis de réception de cet envoi,
- la feuille de présence de l'Assemblée et les pouvoirs des Actionnaires représentés par des Mandataires,
- un exemplaire des statuts de la société.

Il dépose également les documents suivants, qui vont être soumis à l'Assemblée :

- le rapport du Conseil d'Administration,
- le rapport spécial du Commissaire aux comptes,
- le texte du projet de résolutions.

(Handwritten signatures and initials)

Monsieur le Président rappelle que la présente Assemblée a été convoquée conformément aux prescriptions des articles 123 et suivants du décret du 23 Mars 1967 sur les sociétés commerciales et déclare que les documents et renseignements visés aux articles 133 et 135 dudit décret, ainsi que la liste des Actionnaires, ont été tenus à la disposition des Actionnaires au siège social depuis la convocation de l'Assemblée.

Sur sa demande, l'Assemblée lui donne acte de cette déclaration.

Monsieur le Président rappelle ensuite l'ordre du jour :

ORDRE DU JOUR

- Augmentation du capital social dans le cadre des dispositions de l'article 219-I-f du Code Général des Impôts,
- Augmentation du capital social par incorporation de réserves et fixation de la valeur nominale des actions,
- Augmentation du capital réservée aux salariés de la société dans les conditions prévues à l'article L 443-5 du Code du Travail ; suppression du droit préférentiel de souscription ; conditions et modalités de l'émission d'actions nouvelles de numéraire ; pouvoirs à conférer au Conseil d'Administration à cet effet,
- Modifications corrélatives des statuts et mise en conformité de ceux-ci avec les dispositions légales, notamment celles résultant de la Loi du 15 Mai 2001,
- Pouvoirs en vue des formalités.

Il donne lecture du rapport du Conseil d'Administration. Il est ensuite donné lecture du rapport spécial du Commissaire aux comptes.

Enfin, la discussion générale est déclarée ouverte. Personne ne demandant plus la parole, le Président met successivement aux voix les résolutions suivantes, figurant à l'ordre du jour :

PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration et conformément aux dispositions de l'article 219-I-f du Code Général des Impôts, décide d'augmenter le capital social s'élevant actuellement à 1.017.389,31 francs (155.100 euros) de la somme de 147.473 francs par incorporation du compte de Réserve Spéciale, pour le porter à 1.164.862,31 francs ou 177.582,11 euros, divisé en 2.500 actions d'une valeur nominale de 71,03 euros.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'augmenter le capital social d'une somme de 2.417,89 euros (15.860,29 francs) par prélèvement sur le compte Autres Réserves et de le porter ainsi à 180.000 euros (1.180.722,60 francs), la valeur nominale des 2.500 actions passant de 71,03 euros à 72 euros.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

[Handwritten signatures]

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confirme l'indication dans les statuts de la valeur nominale des actions.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, apporte aux articles 6 et 7 statuts les modifications suivantes :

ARTICLE 6 - APPORTS

Il a été apporté à la société lors de sa constitution des apports en numéraire d'un montant total de 250.000 francs correspondant à 2.500 actions de 100 francs chacune.

Le capital social a été augmenté par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 10 Février 1995 par incorporation d'une somme de 250.000 francs prélevée sur le compte Réserve Spéciale des Plus Values à long terme et élévation de la valeur nominale des actions.

Le capital social a ensuite été augmenté par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 Janvier 2001 :

- ⇒ d'une somme de 517.200 francs par incorporation de la Réserve Spéciale constituée dans le cadre des dispositions de l'article 219-I-f du Code Général des Impôts, portant ainsi le capital à 1.017.200 francs converti en 155.071,14 euros,
- ⇒ d'un montant de 28,86 euros soit 189,31 francs prélevé sur le compte Autres Réserves, le capital s'élevant ainsi à 155.100 euros.

Le capital social a ensuite été augmenté par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 1^{er} Février 2002 :

- ⇒ d'une somme de 147.473 francs par incorporation de la Réserve Spéciale constituée dans le cadre des dispositions de l'article 219-I-f du Code Général des Impôts, portant ainsi le capital à 1.164.862,31 francs ou 177.582,11 euros, divisé en 2.500 actions de 71,03 euros,
- ⇒ d'un montant de 2.417,89 euros (15.860,29 francs) prélevé sur le compte Autres Réserves pour le porter à 180.000 euros, divisé en 2.500 actions de 72 euros.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 180.000 (cent quatre vingt mille) euros. Il est divisé en 2.500 (deux mille cinq cents) actions de 72 (soixante douze) euros chacune, d'une seule catégorie.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

A h JNW W

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'Administration, connaissance prise des dispositions de l'article L 225-129-VII du Code de Commerce modifiées par la Loi du 19 février 2001 sur l'épargne salariale, et constatant que le capital social est entièrement libéré, décide d'augmenter le capital social qui est de 180.000 euros divisé en 2.500 actions de 72 euros chacune, entièrement libérées, d'une somme de 5.400 euros et de le porter ainsi à 185.400 euros par l'émission de 75 actions nouvelles de numéraire de 72 euros chacune. Cette augmentation de capital, réservée aux Salariés de la société, est effectuée dans les conditions prévues à l'article L. 443-5 du Code du travail.

Ces actions nouvelles seront émises au pair. Elles seront libérées intégralement à la souscription. Les souscriptions pourront être libérées au moyen de versements en espèces. Les actions nouvelles seront créées jouissance du 1^{er} Septembre 2001, quelle que soit la date de la réalisation de l'augmentation de capital. Pour le surplus, elles seront, dès leur création, complètement assimilées aux actions anciennes, jouiront des mêmes droits et seront soumises à toutes les dispositions des statuts et aux décisions des Assemblées Générales. Si les souscriptions n'ont pas absorbé la totalité de l'augmentation de capital, le Conseil d'Administration pourra limiter l'augmentation de capital au montant des souscriptions reçues à la condition que celui-ci atteigne les trois quarts au moins de l'augmentation. L'augmentation de capital ne sera pas réalisée si le montant des souscriptions reçues n'atteint pas la totalité de l'augmentation de capital ou les trois quarts de cette augmentation, si le Conseil le décide.

Les Salariés de la société feront leur affaire de la répartition entre eux des actions à souscrire. Ils établiront une liste des souscripteurs qui sera déposée au siège social dans le délai de souscription prévu, accompagné du montant de leur souscription. Les fonds versés à l'appui des souscriptions seront ensuite déposés à la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Nord Est, Agence de Charleville-Mézières Division "Entreprises".

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'Administration pour réaliser l'augmentation de capital. A cette fin, fixer les dates d'ouverture et de clôture de la souscription, informer les Salariés de la société, procéder à la création d'un Plan d'Epargne Entreprise, clore par anticipation la souscription dès que toutes les actions auront été souscrites, recueillir les souscriptions et les versements, effectuer le dépôt des fonds dans les conditions légales, apporter aux statuts de la Société les modifications corrélatives et d'une façon générale, pour remplir les formalités et faire tout ce qui sera nécessaire pour exécuter les présentes décisions et rendre définitive l'augmentation de capital décidée.

L'Assemblée Générale, après avoir entendu également la lecture du rapport du Commissaire aux Comptes, décide de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux Actionnaires par l'article L 225-32 du Code de Commerce et d'attribuer le droit de souscription aux 75 actions nouvelles à émettre aux Adhérents d'un Plan d'Epargne Entreprise ou d'un Plan d'Epargne Salariale Volontaire, existant ou à créer.

Cette résolution, mise aux voix, est rejetée à l'unanimité.

A d J.M N.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, prenant acte que la Compagnie Nationale des Commissaires aux comptes n'a pas à ce jour publié le texte des statuts propres à la profession et résultant de la loi NRE, décide d'ajourner la mise en harmonie des statuts avec les dispositions de la loi n° 2001-420 du 15 Mai 2001.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

SEPTIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal en vue d'effectuer toutes formalités d'enregistrement, de dépôt et de publicité.

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 19 heures.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal, signé après lecture par les Membres du Bureau.

REPLICATA
VISE POUR TIMBRE ET ENREGISTRÉ A
CHARLEVILLE-MÉTIÈRES NORD
le 27/2/2004 au no 93/6
pour deux cent quatre-vingt dix euros
pour le timbre
M. ZIANCHI

M. ZIANCHI

E: 230
T: 60

385

CHAMPAGNE ARDENNE REVISION
2, rue de du Château d'Eau
08000 CHARLEVILLE MEZIERES

--

STATUTS

mis à jour à la suite de l'Assemblée Générale
Extraordinaire du 1^{er} Février 2002

S T A T U T STITRE IFORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE - DUREEARTICLE 1 - FORME

Il existe, entre les Propriétaires des actions composant le capital social et celles qui pourraient être créées ultérieurement, une société anonyme de Commissaires aux comptes régie par les Lois et Règlements en vigueur relatifs aux sociétés anonymes, notamment par la loi n° 66-537 du 24 Juillet 1966 et le Décret n° 67-236 du 23 Mars 1967 ci-après qualifiés "la Loi" et "le Décret", ainsi que par le Décret n° 69-810 du 12 Août 1969 modifié relatif à l'organisation de la Profession et au statut professionnel des Commissaires aux comptes.

ARTICLE 2 - OBJET

La société a pour objet, en France et dans les départements et territoires d'Outre-Mer, l'exercice de la profession de Commissaire aux comptes.

En outre, la société pourra remplir toutes missions en France et à l'Etranger pouvant être confiées à des Commissaires aux comptes en vertu de la Loi et des Règlements en vigueur.

Elle pourra prendre des participations dans toutes sociétés de Commissaires aux comptes conformément aux textes en vigueur.

Pour réaliser son objet, elle pourra créer, acquérir, vendre, échanger, prendre ou donner à bail, avec ou sans promesse de vente, gérer ou exploiter tous biens meubles ou immeubles.

Et plus généralement, elle pourra réaliser toutes opérations financières, civiles, mobilières ou immobilières se rapportant à l'un des objets spécifiés.

ARTICLE 3 - DENOMINATION SOCIALE

La dénomination sociale est : CHAMPAGNE ARDENNE REVISION.

Les actes, documents, rapports et communications émanant de la société et destinés aux tiers ou à la clientèle, les lettres, factures, annonces et publications diverses, doivent indiquer la dénomination sociale ou son abrégé ou son sigle ci-dessus précédée ou suivie immédiatement et lisiblement des mots "société anonyme de Commissaires aux comptes" ou "SA de Commissaires aux comptes", de l'énonciation du capital social, du lieu et du numéro d'immatriculation de la société au Registre du Commerce et des Sociétés et peuvent indiquer la Compagnie Régionale où la société est inscrite.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé à (08000) Charleville-Mézières, 2 rue du Château d'Eau, soit dans le ressort de la Compagnie Régionale de Reims.

Il peut être transféré dans les conditions de l'article 99 de la Loi du 24 Juillet 1966 et de l'article R 166 du Décret du 12 Août 1969 en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision du Conseil d'Administration, sous réserve de ratification de cette décision par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la société est fixée à 99 ans.

TITRE II CAPITAL SOCIAL - ACTIONS

ARTICLE 6 - APPORTS

Il a été apporté à la société lors de sa constitution des apports en numéraire d'un montant total de 250.000 francs correspondant à 2.500 actions de 100 francs chacune.

Le capital social a été augmenté par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 10 Février 1995 par incorporation d'une somme de 250.000 francs prélevée sur le compte Réserve Spéciale des Plus Values à long terme et élévation de la valeur nominale des actions.

Le capital social a ensuite été augmenté par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 Janvier 2001 :

- ⇒ d'une somme de 517.200 francs par incorporation de la Réserve Spéciale constituée dans le cadre des dispositions de l'article 219-I-f du Code Général des Impôts, portant ainsi le capital à 1.017.200 francs converti en 155.071,14 euros,
- ⇒ d'un montant de 28,86 euros soit 189,31 francs prélevé sur le compte Autres Réserves, le capital s'élevant ainsi à 155.100 euros.

Le capital social a ensuite été augmenté par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 1er Février 2002 :

- ⇒ d'une somme de 147.473 francs par incorporation de la Réserve Spéciale constituée dans le cadre des dispositions de l'article 219-I-f du Code Général des Impôts, portant ainsi le capital à 1.164.862,31 francs ou 177.582,11 euros, divisé en 2.500 actions de 71,03 euros,
- ⇒ d'un montant de 2.417,89 euros (15.860,29 francs) prélevé sur le compte Autres Réserves pour le porter à 180.000 euros, divisé en 2.500 actions de 72 euros.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 180.000 (cent quatre vingt mille) euros. Il est divisé en 2.500 (deux mille cinq cents) actions de 72 (soixante douze) euros chacune, d'une seule catégorie.

ARTICLE 8 - AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté par tous modes et de toutes manières autorisées par la Loi.

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule compétente pour décider l'augmentation du capital sur le rapport du Conseil d'Administration contenant les indications requises par la Loi.

Conformément à la Loi, les Actionnaires ont, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel ou collectif. Ils disposent en outre dans tous les cas d'un droit de souscription à titre réductible.

Si les souscriptions n'atteignent pas le montant de l'augmentation de capital, le solde est réparti par le Conseil d'Administration. Les augmentations de capital sont réalisées nonobstant l'existence de "rompus", les droits de souscription et d'attribution étant négociables ou cessibles par les voies civiles.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfiques ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire sous réserve des droits de l'usufruitier.

ARTICLE 9 - REDUCTION DE CAPITAL

L'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires peut aussi, sous réserve le cas échéant des droits des créanciers, autoriser ou décider la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit, mais en aucun cas la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité entre les Actionnaires.

La réduction du capital social, quelle qu'en soit la cause, à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

ARTICLE 10 - LIBERATION DES ACTIONS

Les actions souscrites en numéraire doivent être libérées selon les modalités fixées par l'Assemblée Générale Extraordinaire, libération qui ne peut être inférieure à un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription, et le cas échéant de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Conseil d'Administration dans le délai de cinq ans à compter du jour où cette augmentation de capital est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception adressée à chaque titulaire d'actions.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions porte de plein droit, et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'Actionnaire défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la Loi.

ARTICLE 11 - FORME DES ACTIONS

Les actions sont nominatives.

Elles donnent lieu à une inscription en compte dans les conditions et selon les modalités prévues par la Loi.

A la demande de l'Actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

ARTICLE 12 - LISTE DES ACTIONNAIRES

La liste des Actionnaires sera communiquée à la Commission d'Inscription et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes, ainsi que toutes modifications apportées sur cette liste.

TITRE III
LES ACTIONNAIRES - ADMISSION - RETRAIT - EXCLUSION
TRANSMISSION DES ACTIONS
DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

ARTICLE 13 - ACTIONNAIRES ET CAPITAL SOCIAL

Les trois quarts au moins en nombre des Actionnaires devront être des Commissaires aux comptes inscrits, personnes physiques ou morales, et les trois quarts au moins du capital social, devront toujours être détenus par des Commissaires aux comptes inscrits, personnes physiques ou morales.

Lorsqu'une société de Commissaires aux comptes a une participation dans le capital de la société, les Actionnaires non Commissaires aux comptes ne peuvent détenir plus de 25 % de l'ensemble du capital des deux sociétés.

Lorsqu'à la suite d'une succession ayant pour effet de réduire la part des Commissaires aux comptes dans le capital au dessous du seuil des trois quarts, les ayants droit non Commissaires aux comptes seront dans l'obligation de céder le nombre d'actions nécessaires de façon à respecter les dispositions légales dans un délai de deux ans.

ARTICLE 14 - ENTREE ET RETRAIT PAR CESSION D'ACTIONS

L'entrée ou le retrait d'Actionnaires par cessions d'actions de quelque manière qu'il intervienne sera communiqué à la Compagnie Régionale dont relève la société.

ARTICLE 15 - EXCLUSION

1/ Causes d'exclusion d'office

Un Actionnaire est exclu d'office de sa qualité de Commissaire aux comptes :

- lorsqu'il est omis sur sa demande de la liste des Commissaires aux comptes,
- lorsqu'il est radié de la liste des Commissaires aux comptes à titre disciplinaire,
- lorsqu'il est omis de la liste des Commissaires aux comptes pour une durée supérieure à deux ans.

2/ Causes d'exclusion facultative

La suspension n'entraîne pas par elle-même l'exclusion de la société (cf article R 176 alinéa 2). Toutefois, celle-ci peut, à l'unanimité des autres Actionnaires, prononcer l'exclusion de l'un d'entre eux en sa double qualité d'Actionnaire et de Commissaire aux comptes lorsque celui-ci est condamné à la peine disciplinaire de la suspension pour une durée égale ou supérieure à trois mois (cf article R 176).

L'exclusion d'un Actionnaire non Commissaire aux comptes peut être prononcée pour tout fait dûment constaté de nature à porter atteinte à sa probité ou à son honorabilité. Dans ce cas, si l'exclusion est prononcée, elle ouvre droit à une juste indemnisation.

3/ La procédure d'exclusion

La décision d'exclusion ne pourra être prise que par une Assemblée Générale à laquelle l'Actionnaire dont l'exclusion est projetée devra être convoqué à peine de nullité : il devra être entendu et ses observations devront être consignées au procès-verbal.

4/ Les conséquences de l'exclusion

- En cas d'exclusion d'office, l'Actionnaire perd sa qualité d'Actionnaire Commissaire aux comptes à compter du jour où la décision prononçant sa radiation est devenue définitive. Il dispose alors d'un délai de six mois à compter de la date de sa radiation pour céder tout ou partie de ses actions afin de maintenir la part du capital détenu par les Commissaires aux comptes (cf article R 177).

Toutefois, la société à l'unanimité des autres Actionnaires peut l'exclure de toute participation au capital. Il dispose du même délai pour céder toutes ses actions.

- En cas d'exclusion facultative, l'Actionnaire dispose du même délai pour céder ses actions à compter de la décision de l'Assemblée Générale. A défaut pour l'Associé exclu de céder ses actions dans le délai ci-dessus visé, la société peut alors procéder à la cession d'office dans les conditions de prix fixées à l'article 16 ci-après.

Le Président du Conseil d'Administration sera alors investi de tout pouvoir à l'effet de procéder au virement en compte des actions.

ARTICLE 16 - TRANSMISSION DES ACTIONS

L'admission de tout nouvel Actionnaire ou Associé est subordonnée à un agrément préalable. Il en est ainsi même dans le cas des transmissions d'actions par voie de succession, de liquidation de communauté de biens entre Epoux ou de cession soit à un conjoint, soit un descendant ou un ascendant, dès lors que lesdites personnes ne sont pas déjà Actionnaires.

Toutes cessions ou transmissions d'actions à des personnes autres que les Actionnaires sont soumises à l'agrément préalable du Conseil d'Administration dans les conditions fixées par les articles 274 et 275 de la Loi du 24 Juillet 1966, 207 du Décret du 23 Mars 1967 ainsi que par l'article 13 des présents statuts.

La demande d'agrément, qui doit être notifiée à la société, indique l'identité du Cessionnaire, le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert. L'agrément résulte soit d'une notification, soit du défaut de réponse dans un délai de trois mois à compter de la demande.

Si l'agrément est refusé, le Conseil d'Administration doit, dans les trois mois suivant la notification du refus, faire acquérir les actions par un ou des Actionnaires, un tiers ou, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction de son capital. En cas d'achat par des Actionnaires, ils sont réputés Acquéreurs à proportion de leur nombre ancien d'actions. A défaut d'accord entre les parties, le prix des actions est déterminé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil sans préjudice du droit du Cédant de conserver ses actions. Les frais d'expertise seront partagés par moitié entre Cédants et Cessionnaires. En cas de désaccord entre les Experts, le litige sera soumis à l'arbitrage du Président de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes où est inscrite la société.

Si, à l'expiration du délai de trois mois après la notification du refus d'agrément, l'achat de toutes les actions n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné pour la totalité des actions sur lesquelles portait la demande de cession. Ce délai peut toutefois être prolongé par décision de justice à la demande de la société.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous modes de cession à un tiers, même aux adjudications publiques en vertu d'Ordonnance de justice ou autrement ainsi qu'aux cessions de droits préférentiels de souscription ou de droits d'attribution en cas d'augmentation du capital.

ARTICLE 17 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1/ Chaque action donne droit dans les bénéfices et dans l'actif social à une part proportionnelle au nombre des actions émises, et notamment au règlement de la même somme nette pour toute répartition ou tout remboursement fait au cours de la vie sociale ou lors de la liquidation. En conséquence, toutes mesures devront être prises pour que chaque action bénéficie comme toutes les autres de toutes exonérations fiscales auxquelles les répartitions ou remboursements susvisés pourraient donner lieu.

2/ Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe, et la cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi que la part éventuelle dans les fonds de réserves et provisions.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de l'Assemblée Générale.

Les Héritiers, Créanciers, Ayants droits ou autres Représentants d'un Actionnaire, ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la société, ni en demander le partage ou la licitation, ni s'immiscer en aucune manière dans les actes de son administration. Ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'Assemblée Générale.

3/ Les Actionnaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant des actions qu'ils possèdent. Au delà, tout appel de fonds est interdit.

4/ Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement, d'attribution de titres, d'augmentation ou de réduction de capital, de fusion ou de toute autre opération sociale, les Propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne peuvent exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre de titres nécessaires.

5/ Aux Assemblées, chaque Actionnaire a autant de voix qu'il possède ou représente d'actions sans limitation, mais sous réserve de l'application aux Assemblées Générales assimilées aux Assemblées Constitutives des dispositions de l'article 82 de la Loi.

6/ Pour ce qui concerne les actions entrant dans la catégorie des 75 % réservée aux Commissaires aux comptes, la nu-propriété doit toujours être détenue par un Commissaire aux comptes et le nu-propiétaire seul vote dans toutes les Assemblées Générales et spéciales lorsque l'usufruitier n'est pas lui-même Commissaire aux comptes.

Le droit préférentiel de souscription, ainsi que le droit d'attribution d'actions gratuites, appartiennent au nu-propiétaire. Si celui-ci néglige d'exercer ses droits, l'usufruitier peut se substituer au nu-propiétaire.

TITRE IV ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 18 - CONSEIL D'ADMINISTRATION - COMPOSITION ACTIONS DE GARANTIE

1/ La société est administrée par un Conseil d'Administration de trois Membres au moins et de douze au plus, sous réserve de la dérogation prévue par la Loi en cas de fusion.

Les Administrateurs sont nommés parmi les personnes physiques ou morales Actionnaires, par l'Assemblée Générale Ordinaire qui peut les révoquer à tout moment.

Les personnes morales nommées Administrateurs sont tenues de désigner un Représentant permanent soumis aux mêmes conditions et obligations que s'il était Administrateur en son nom propre. Ce mandat de Représentant permanent lui est donné pour la durée du mandat de la personne morale qu'il représente. Il doit être renouvelé à chaque renouvellement de mandat de celle-ci. Si la personne morale révoque le mandat de son Représentant, elle est tenue de notifier cette révocation à la société sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception, ainsi que l'identité de son nouveau Représentant permanent. Il en est de même en cas de décès, de démission ou d'empêchement prolongé du Représentant permanent.

2/ Les trois quarts au moins des Administrateurs doivent être choisis parmi les Actionnaires Commissaires aux comptes.

Les Représentants permanents des sociétés de Commissaires aux comptes Actionnaires doivent être des Commissaires aux comptes.

3/ Les Administrateurs peuvent être salariés de la société sans limitation de nombre, de même que sans condition d'ancienneté au titre de la qualité de salarié.

4/ Chacun des Administrateurs doit, pendant toute la durée de ses fonctions, être propriétaire d'une action.

Les Administrateurs nommés au cours de la vie sociale peuvent ne pas être Actionnaires au moment de leur nomination, mais doivent le devenir dans le délai de trois mois, à défaut de quoi ils sont réputés démissionnaires d'office.

ARTICLE 19 - DUREE DES FONCTIONS DES ADMINISTRATEURS LIMITE D'AGE

1/ La durée des fonctions des Administrateurs est de six années expirant à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat de l'Administrateur.

Tout Administrateur sortant est rééligible.

2/ L'âge limite au dessus duquel un Administrateur ou un Représentant permanent d'une personne morale ne peut exercer ses fonctions est fixé à quatre vingt cinq ans révolus. La limite d'âge ne s'appliquera toutefois que lorsque le nombre des Administrateurs et Représentants permanents l'ayant atteint excédera la moitié des Administrateurs en fonction.

Lorsque cette fraction est dépassée, l'Administrateur le plus âgé est réputé démissionnaire d'office à l'issue de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Toutefois, l'Administrateur le plus âgé ne sera pas réputé démissionnaire si le dépassement de la fraction statutaire résulte d'un décès ou d'une démission survenu depuis la précédente Assemblée Générale Ordinaire. Mais les dispositions réglant la limite d'âge seront appelées à s'appliquer dès le remplacement de l'Administrateur décédé ou démissionnaire.

Au cas où ces dispositions atteindraient un Représentant permanent de personne morale, celui-ci devrait être remplacé au moyen de la désignation immédiate par la personne morale représentée d'un nouveau Représentant permanent n'ayant pas atteint l'âge limite.

ARTICLE 20 - COOPTATIONS - VACANCES

Si un siège d'Administrateur devient vacant entre deux Assemblées Générales par suite de décès ou de démission, le Conseil d'Administration peut procéder à des nominations à titre provisoire.

Dans ce cas, il devra respecter le principe de la majorité des Membres Commissaires aux comptes énoncé au paragraphe 2 de l'article 18 ci-avant.

Les nominations d'Administrateurs faites par le Conseil d'Administration sont soumises à la ratification de la plus prochaine Assemblée Générale Ordinaire.

Si le nombre d'Administrateurs devient inférieur à trois, le ou les Administrateurs restants doivent convoquer immédiatement l'Assemblée Générale à l'effet de compléter le Conseil.

L'Administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonction que pendant le temps restant à courir du mandat de son Prédécesseur.

ARTICLE 21 - BUREAU DU CONSEIL

1/ Le Conseil élit parmi ses Membres un Président qui est obligatoirement une personne physique, dont il fixe la durée des fonctions sans qu'elle puisse excéder celle de son mandat d'Administrateur.

Le Président doit être choisi parmi les Membres du Conseil d'Administration Commissaires aux comptes.

Le Conseil d'Administration peut à tout moment mettre fin à son mandat.

L'âge limite au delà duquel le Président ne peut exercer les fonctions correspondantes est fixé à quatre vingt cinq ans révolus. Si le Président en fonction vient à atteindre cet âge en cours de mandat, il est réputé démissionnaire à l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes de l'exercice au cours duquel il aura atteint la limite d'âge.

2/ Le Conseil peut nommer en outre, s'il le juge utile, un ou plusieurs vice-Présidents dont il fixe également la durée des fonctions sans qu'elles puissent excéder la durée de leur mandat d'Administrateur.

Le ou les vice-Présidents doivent être choisis parmi les Membres du Conseil d'Administration Commissaires aux comptes.

Les fonctions de vice-Président consistent exclusivement, en l'absence du Président, à présider les séances du Conseil ou les Assemblées. En l'absence du Président ou des vice-Présidents, le Conseil désigne celui des Administrateurs présents qui présidera sa réunion.

Le Conseil peut nommer à chaque séance un Secrétaire qui peut être choisi en dehors des Actionnaires.

Le ou les vice-Présidents sont toujours rééligibles.

ARTICLE 22 - DELIBERATIONS DU CONSEIL

1/ Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son Président, qui en fixe l'ordre du jour.

Toutefois, des Administrateurs constituant au moins le tiers des Membres du Conseil d'Administration peuvent, en indiquant l'ordre du jour de la séance, le convoquer s'il ne s'est pas réuni depuis plus de deux mois.

Les réunions se tiennent au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

2/ Pour la validité des délibérations, la présence effective de la moitié au moins des Administrateurs est nécessaire.

Les décisions sont prises à la majorité des voix des Membres présents ou représentés, chaque Administrateur disposant d'une voix et chaque Administrateur présent ou Représentant permanent d'un Administrateur ne pouvant disposer que d'un pouvoir.

En cas de partage, la voix du Président de séance est prépondérante.

3/ Les délibérations du Conseil sont constatées par des procès-verbaux établis et signés sur un registre spécial ou sur un registre à feuillets mobiles dans les conditions fixées par les dispositions en vigueur.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont rédigés par le Président du Conseil d'Administration, un Directeur Général, l'Administrateur délégué temporairement dans les fonctions du Président ou un Fondé de pouvoirs habilité à cet effet.

ARTICLE 23 - POUVOIRS DU CONSEIL

Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances au nom de la société. Il les exerce dans la limite de l'objet social et sous réserve de ceux expressément attribués par la Loi aux Assemblées d'Actionnaires.

Toute limitation des pouvoirs du Conseil d'Administration est inopposable aux tiers.

ARTICLE 24 - DIRECTION GENERALE - DELEGATION DE POUVOIRS

1/ Le Président du Conseil d'Administration assume sous sa responsabilité la direction générale de la société et la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus dans la limite de l'objet social, sous réserve toutefois des pouvoirs expressément attribués par la Loi aux Assemblées Générales ainsi qu'au Conseil d'Administration. Toute limitation de ces pouvoirs par décision du Conseil d'Administration est sans effet à l'égard des tiers.

Toutefois, le Président ne peut donner des cautions, avals ou garanties au nom de la société sans y être autorisé préalablement par le Conseil d'Administration dans les conditions déterminées par les dispositions réglementaires.

Le Conseil d'Administration peut déléguer à son Président, dans les limites légales, les pouvoirs qu'il juge nécessaires, avec faculté de substituer partiellement dans ces pouvoirs autant de Mandataires spéciaux qu'il avisera.

Quelle que soit la durée pour laquelle elles lui ont été confiées, les fonctions du Président prennent fin de plein droit à l'issue de la réunion de la première Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice au cours duquel il aura atteint l'âge de quatre vingt cinq ans.

2/ Sur la proposition du Président, le Conseil d'Administration peut nommer un ou deux Directeurs Généraux, si les conditions fixées par la Loi sont réunies.

Les Directeurs Généraux sont obligatoirement des personnes physiques Commissaires aux comptes. Ils peuvent être choisis parmi les Administrateurs ou en dehors d'eux.

Les Directeurs Généraux sont révocables à tout moment par le Conseil d'Administration sur la proposition du Président. En cas de décès, démission ou révocation de ce dernier, ils conservent, sauf décision contraire du Conseil, leurs fonctions et leurs attributions jusqu'à la nomination d'un nouveau Président.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués aux Directeurs Généraux sont déterminées par le Conseil d'Administration en accord avec son Président. Mais, à l'égard des tiers, les Directeurs Généraux ont les mêmes pouvoirs que le Président. Toutefois, lorsqu'un Directeur Général est Administrateur, la durée de ses fonctions ne peut excéder celle de son mandat.

Quelle que soit la durée pour laquelle elles lui ont été confiées, les fonctions du Directeur Général prennent fin de plein droit à l'issue de la réunion de la première Assemblée Générale Ordinaire appelée à statuer sur les comptes de l'exercice au cours duquel il aura atteint l'âge de quatre vingt cinq ans.

3/ Le Conseil d'Administration fixe le montant et les modalités de la rémunération du Président et du ou des Directeurs Généraux.

ARTICLE 25 - EXERCICE DES FONCTIONS DE COMMISSAIRE AUX COMPTES ET SIGNATURE SOCIALE

1/ Les fonctions de Commissaire aux comptes sont exercées au nom de la société par des Commissaires aux comptes personnes physiques, Actionnaires ou Dirigeants.

2/ D'une manière générale, les actes généraux concernant la société, ainsi que les retraits de fonds et valeurs, les mandats sur tous banquiers, débiteurs et dépositaires, et les souscriptions, endos, acceptations, avals ou acquits d'effets de commerce, sont signés, soit par l'une des personnes investies de la Direction Générale, soit encore par tous Fondés de pouvoirs habilités à cet effet. Ceux-ci doivent être Commissaires aux comptes lorsqu'il s'agit d'apposer la signature sociale sur les rapports et tout document relevant de l'exercice de la Profession de Commissaire aux comptes.

Les actes décidés par le Conseil peuvent être également signés par un Mandataire spécial du Conseil.

ARTICLE 26 - REMUNERATION DES ADMINISTRATEURS

L'Assemblée Générale peut allouer aux Administrateurs en rémunération de leur activité, à titre de jetons de présence, une somme globale annuelle que cette Assemblée détermine sans être liée par des décisions antérieures. Le montant de celle-ci est porté aux charges d'exploitation et demeure maintenu jusqu'à décision contraire.

Le Conseil d'Administration répartit librement cette somme entre ses Membres.

L'Administrateur Commissaire aux comptes frappé d'une mesure de suspension ou d'interdiction temporaire d'exercer ne peut être rémunéré pour la période postérieure à la mesure qui l'a frappé et jusqu'à la fin de celle-ci.

ARTICLE 27 - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN ADMINISTRATEUR
OU DIRECTEUR GENERAL

Toute convention entre la société et l'un de ses Administrateurs ou Directeurs Généraux, soit directement, soit indirectement, soit par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration et à l'approbation de l'Assemblée des Actionnaires.

Il en est de même pour les conventions entre la société et une autre entreprise si l'un des Administrateurs ou Directeurs Généraux de la société est propriétaire, Associé en nom, Gérant, Administrateur ou Directeur Général, Membre du Conseil de Surveillance ou du Directoire de l'entreprise. L'Administrateur ou Directeur Général intéressé est tenu d'informer le Conseil dès qu'il a connaissance d'une convention soumise à autorisation. Il ne peut prendre part au vote sur l'autorisation sollicitée.

Les dispositions qui précèdent ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes de la société et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 28 - COMISSAIRES AUX COMPTES

L'Assemblée Générale désigne un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires, et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants, qui exercent leurs missions dans les conditions fixées par les Lois et Règlements.

Les Commissaires aux comptes titulaires et suppléants sont nommés pour six exercices. Leurs fonctions expirent avec l'Assemblée Générale qui statue sur les comptes du sixième exercice.

Toutefois, les fonctions du Commissaire aux comptes suppléant appelé à remplacer le titulaire ne durent que pendant l'indisponibilité du titulaire, à moins que celle-ci ne soit définitive, auquel cas le suppléant remplace définitivement le titulaire jusqu'à l'expiration du mandat de celui-ci. Un suppléant devra ensuite être nommé par la plus prochaine Assemblée Générale.

Les Commissaires ont droit, pour chaque exercice, à des honoraires déterminés conformément à la réglementation en vigueur. En dehors des missions spéciales que leur confère la Loi, les Commissaires aux comptes procèdent à la certification des comptes annuels telle qu'elle est prévue par la Loi. Ils s'assurent aussi que l'égalité a été respectée entre les Actionnaires.

Les Commissaires sont convoqués par lettre recommandée avec demande d'avis de réception et en même temps que les Intéressés, à la réunion du Conseil d'Administration qui arrête les comptes de l'exercice écoulé ainsi qu'à toute Assemblée d'Actionnaires. Ils peuvent en outre être convoqués de la même manière à toute autre réunion du Conseil.

TITRE VARTICLE 29 - ASSEMBLEES D'ACTIONNAIRES

Les décisions collectives des Actionnaires sont prises en Assemblées Générales, lesquelles sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires, d'extraordinaires à caractère constitutif, selon la nature des décisions qu'elles sont appelées à prendre.

Les Assemblées Extraordinaires sont celles appelées à délibérer sur toutes modifications des statuts. Les Assemblées Extraordinaires à caractère constitutif sont appelées à vérifier la valeur des apports en nature ou des avantages particuliers. Toutes les autres Assemblées sont des Assemblées Ordinaires.

1/ Organes de convocation - Lieu de réunion des Assemblées

Les Assemblées d'Actionnaires sont convoquées par le Conseil d'Administration. A défaut, elles peuvent l'être par le ou les Commissaires aux comptes ou par un Mandataire désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande d'Actionnaires représentant au moins le dixième du capital social. Après dissolution de la société, les Assemblées sont convoquées par le ou les Liquidateurs.

Les Assemblées d'Actionnaires sont réunies au siège social ou en tout autre lieu du ressort de la Compagnie Régionale auprès de laquelle la société est inscrite.

2/ Formes et délais de convocation

Les titulaires d'actions sont convoqués par lettre ordinaire. Ils peuvent demander à recevoir cette convocation par lettre recommandée s'ils adressent à la société le montant des frais de recommandation.

Les mêmes droits appartiennent à tous les copropriétaires d'actions indivises. En cas de démembrement de la propriété de l'action, ils appartiennent au titulaire du droit de vote.

Lorsqu'une Assemblée n'a pu délibérer régulièrement faute du quorum requis, la deuxième Assemblée est convoquée dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de celle-ci. Il en est de même pour la convocation d'une Assemblée prorogée conformément à la Loi.

Le délai entre la date, soit de l'insertion contenant l'avis de convocation, soit de l'envoi des lettres recommandées, et la date de l'Assemblée, est de quinze jours sur première convocation et de six jours sur convocation suivante.

3/ Ordre du jour des Assemblées

L'ordre du jour de l'Assemblée est arrêté par l'auteur de la convocation ou par l'Ordonnance judiciaire désignant le Mandataire chargé de la convoquer.

Un ou plusieurs Actionnaires représentant la quotité du capital fixée par les dispositions légales et réglementaires ont la faculté de requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour de l'Assemblée.

Celle-ci ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation.

Elle peut toutefois, en toutes circonstances, révoquer un ou plusieurs Administrateurs et procéder à leur remplacement.

4/ Admission aux Assemblées

Tout Actionnaire a le droit de participer aux Assemblées Générales ou de s'y faire représenter, quel que soit le nombre de ses actions, dès lors que ses titres sont libérés des versements exigibles et inscrits à son nom depuis cinq jours au moins avant la date de la réunion. Le Conseil d'Administration peut réduire ce délai par voie de mesure générale bénéficiant à tous les Actionnaires.

En cas de démembrement de la propriété de l'action, seul le titulaire du droit de vote peut participer ou se faire représenter à l'Assemblée. Les propriétaires d'actions indivises sont représentés à l'Assemblée Générale par l'un d'eux ou par un mandataire unique qui est désigné en cas de désaccord par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

5/ Représentation des Actionnaires - Vote par correspondance

Tout Actionnaire peut se faire représenter par un autre Membre du collège d'Actionnaires auquel il appartient ou également s'il n'est pas Commissaire aux comptes lui-même, par son Conjoint. Le mandat est donné pour une seule Assemblée. Il peut l'être pour deux Assemblées, l'une Ordinaire, l'autre Extraordinaire, si elles sont tenues le même jour ou dans un délai de sept jours. Il vaut pour les Assemblées successivement convoquées avec le même ordre du jour.

Le Conseil d'Administration est tenu de joindre à toute formule de procuration qu'il adresse aux Actionnaires, soit directement, soit par le Mandataires qu'il a désigné à cet effet, les renseignements prévus par les dispositions réglementaires. La formule de procuration doit informer l'Actionnaire que s'il l'utilise sans désignation de son Mandataire, le Président de l'Assemblée émettra en son nom un vote favorable à l'adoption des projets de résolutions présentés ou agréés par le Conseil d'Administration et un vote défavorable à l'adoption de tous les autres projets de résolutions. Pour émettre tout autre vote, l'Actionnaire doit faire le choix de son Mandataire qui n'a pas faculté de se substituer une autre personne.

A compter de la convocation de l'Assemblée et jusqu'au cinquième jour inclusivement avant la réunion, tout Actionnaire remplissant les conditions d'admission aux Assemblées peut demander à la société de lui envoyer à l'adresse indiquée une formule de procuration. La société est tenue de procéder à cet envoi avant la réunion et à ses frais.

Tout Actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire conforme aux prescriptions légales et dont il n'est tenu compte que s'il est reçu par la société avant la réunion de l'Assemblée, dans le délai fixé par les dispositions en vigueur. Les formulaires ne donnant aucun sens de vote ou exprimant une abstention sont considérés comme des votes négatifs.

6/ Tenue de l'Assemblée - Bureau

L'Assemblée est présidée par le Président du Conseil d'Administration ou en son absence par un vice-Président ou par l'Administrateur provisoirement délégué dans les fonctions de Président. A défaut, elle élit elle-même son Président. En cas de convocation par les Commissaires aux comptes, par un Mandataire de justice ou par les Liquidateurs, l'Assemblée est présidée par celui ou par l'un de ceux qui l'ont convoquée. Les deux Membres de l'Assemblée présents et acceptants qui disposent du plus grand nombre de voix remplissent les fonctions de Scrutateurs. Le Bureau ainsi constitué désigne un Secrétaire de séance qui peut être pris en dehors des Membres de l'Assemblée.

Une feuille de présence est émargée par les Actionnaires présents ou leurs Représentants et certifiée exacte par les Membres du Bureau. Elle est déposée au siège social et y sont annexés les pouvoirs donnés à chaque Mandataire et, le cas échéant, les formulaires de vote par correspondance. Elle doit, avec ses annexes, être communiquée à tout Actionnaire le requérant.

Le Bureau assure le fonctionnement de l'Assemblée, mais ses décisions peuvent, à la demande de tout Membre de l'Assemblée, être soumises au vote souverain de l'Assemblée elle-même.

7/ Vote

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix au moins. Toutefois, dans les Assemblées Extraordinaires à caractère constitutif, chaque Actionnaire, qu'il soit présent ou représenté, ne dispose que d'un maximum de dix voix.

Les votes s'expriment, soit à main levée, soit par appel nominal. Il peut être procédé à un scrutin secret dont l'Assemblée fixera alors les modalités à la demande de Membres représentant, par eux-mêmes ou comme Mandataires, la majorité requise pour le vote de la résolution en cause.

Pour ce qui concerne les actions entrant dans la catégorie des 75 % réservée aux Commissaires aux comptes, le droit de vote qui leur est attaché appartient au nu-propriétaire dans tous les cas. Le droit de vote attaché à l'action est exercé par le propriétaire des actions mises en gage.

La société ne peut valablement voter avec des actions achetées par elle. Sont en outre privées du droit de vote : les actions non libérées des versements exigibles, les actions de l'apporteur en nature ou du bénéficiaire d'un avantage particulier lors de l'approbation de ces apports et avantages, les actions des souscripteurs éventuels dans les Assemblées appelées à statuer sur la suppression du droit préférentiel de souscription et les actions de l'Intéressé dans la procédure prévue à l'article 27.

8/ Procès-verbaux

Les délibérations des Assemblées sont constatées par des procès-verbaux établis dans les conditions prévues par les règlements en vigueur.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par le Président du Conseil d'Administration, par l'Administrateur provisoirement délégué dans les fonctions de Président ou un Administrateur exerçant les fonctions de Directeur Général. Ils peuvent être également certifiés par le Secrétaire de l'Assemblée. Après la dissolution de la société et pendant sa liquidation, ces copies ou extraits sont valablement certifiés par un seul Liquidateur.

ARTICLE 30 - ASSEMBLEES ORDINAIRES

1/ Objet et tenue

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes les décisions excédant les pouvoirs du Conseil d'Administration et qui ne relèvent pas de la compétence de l'Assemblée Générale Extraordinaire. Elle est réunie au moins une fois par an, dans les six mois de la clôture de l'exercice, pour statuer sur toutes les questions relatives aux comptes annuels.

Ce délai peut être prolongé à la demande du Conseil d'Administration par Ordonnance du Président du Tribunal du Commerce statuant sur requête.

2/ Quorum et majorité

L'Assemblée Générale Ordinaire ne délibère valablement sur première convocation que si les Actionnaires présents ou représentés ou ayant voté par correspondance possèdent au moins le quart des actions ayant le droit de vote. Sur deuxième convocation, aucun quorum n'est requis. L'Assemblée Générale Ordinaire statue à la majorité des voix dont disposent les Actionnaires présents ou représentés, y compris les Actionnaires ayant voté par correspondance.

ARTICLE 31 - ASSEMBLEES EXTRAORDINAIRES ET ASSEMBLEES A CARACTERE CONSTITUTIF

1/ Objet et tenue

L'Assemblée Générale Extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des Actionnaires, sauf à l'occasion d'un regroupement d'actions régulièrement effectué ou pour la négociation de "rompus" en cas d'augmentation ou de réduction du capital.

Elle ne peut non plus changer la nationalité de la société, sauf les exceptions prévues par la Loi.

Par dérogation à la compétence exclusive de l'Assemblée Extraordinaire pour toutes modifications des statuts, les modifications aux clauses relatives au montant du capital social et au nombre des actions qui le représentent, dans la mesure où ces modifications correspondent matériellement au résultat d'une augmentation, d'une réduction ou d'un amortissement du capital, peuvent être apportées par le Conseil d'Administration.

2/ Quorum et majorité

Sous réserve des dérogations prévues pour certaines augmentations du capital et pour les transformations, l'Assemblée Générale Extraordinaire ne délibère valablement que si les Actionnaires présents ou représentés, ou ayant voté par correspondance, possèdent au moins, sur première convocation la moitié, et sur deuxième convocation le quart, des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième Assemblée peut être prorogée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Sous ces mêmes réserves, elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les Actionnaires présents ou représentés, y compris les Actionnaires ayant voté par correspondance.

Dans les Assemblées Générales Extraordinaires à caractère constitutif, les quorum et majorité ne sont calculés qu'après déduction des actions appartenant à l'apporteur en nature ou au bénéficiaire de l'avantage particulier qui n'ont voix délibérative ni pour eux-mêmes, ni comme Mandataires. Chacun des autres Membres de l'Assemblée dispose pour lui et pour chacun de ses mandats, d'un nombre de voix égal à celui des actions qu'il possède ou représente sans que ce nombre puisse excéder dix.

3/ Par dérogation aux dispositions qui précèdent, l'Assemblée Générale qui décide une augmentation de capital par voie d'incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission peut statuer aux conditions de quorum et de majorité d'une Assemblée Générale Ordinaire.

4/ L'Assemblée Générale Extraordinaire appelée à statuer sur la transformation de la société en société de toute autre forme devra réunir les majorités particulières prévues par la Loi.

ARTICLE 32 - DROIT DE COMMUNICATION DES ACTIONNAIRES

Les Actionnaires ont un droit de communication temporaire ou permanent selon son objet dans les conditions fixées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur qui leur assurent l'information nécessaire à la connaissance de la situation de la société et à l'exercice de l'ensemble de leurs droits.

ARTICLE 33 - EXERCICE SOCIAL

L'année sociale commence le 1er Septembre et finit le 31 Août de chaque année.

ARTICLE 34 - COMPTES SOCIAUX

A la clôture de chaque exercice, le Conseil d'Administration dresse l'inventaire des éléments actifs et passifs de la société et les comptes annuels conformément aux dispositions légales, et établit un rapport de gestion écrit.

Tous ces documents sont mis à la disposition du ou des Commissaires aux comptes et présentés à l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle dans les délais légaux.

ARTICLE 35 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice, diminué le cas échéant des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Ce bénéfice est à la disposition de l'Assemblée Générale qui, sur proposition du Conseil d'Administration, peut, en tout ou en partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux Actionnaires à titre de dividende.

En outre, l'Assemblée peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition. En ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite aux Actionnaires lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la Loi ne permet pas de distribuer.

L'Actionnaire conserve ses droits à la perception au dividende nonobstant une mesure de suspension (R 176 alinéa 2) ou l'interdiction temporaire d'exercer (R 178 alinéa 2).

ARTICLE 36 - PAIEMENT DU DIVIDENDE - ACOMPTE SUR DIVIDENDES

Le paiement du dividende se fait annuellement, à l'époque et aux lieux fixés par l'Assemblée Générale, ou à défaut par le Conseil d'Administration. La mise en paiement du dividende doit avoir lieu dans le délai maximum de neuf mois à compter de la clôture de l'exercice, sauf prolongation par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant sur requête à la demande du Conseil d'Administration.

L'Assemblée Générale qui statue sur les comptes de l'exercice peut accorder à chaque Actionnaire pour tout ou partie du dividende mis en distribution, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions dont le prix d'émission est préalablement fixé selon les modalités prévues par la Loi. L'offre de paiement doit être faite simultanément à tous les Actionnaires. La demande en paiement du dividende en actions doit intervenir dans le délai fixé par l'Assemblée Générale qui ne peut être supérieur à trois mois de cette Assemblée.

Toutefois, lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par le Commissaire aux comptes fait apparaître que la société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite, s'il y a lieu, des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la Loi, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

ARTICLE 37 - TRANSFORMATION - PROROGATION

La société peut se transformer en société d'une autre forme dans les conditions et suivant les modalités prévues par les dispositions en vigueur pour la forme nouvelle adoptée.

Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le Conseil d'Administration doit provoquer une réunion de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires à l'effet de décider si la société doit être prorogée.

ARTICLE 38 - PERTE DU CAPITAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Conseil d'Administration est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue et sous réserve des dispositions légales fixant le capital social minimum, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

ARTICLE 39 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration de la société ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, laquelle peut être décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires, la société est aussitôt en liquidation. La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de la liquidation jusqu'à clôture de celle-ci.

La dissolution met fin aux mandats des Administrateurs sauf, à l'égard des tiers, l'accomplissement des formalités de publicité. Elle ne met pas fin aux mandats des Commissaires aux comptes.

Les Actionnaires réunis en Assemblée Générale Ordinaire nomment un ou plusieurs Liquidateurs qui doivent être des Commissaires aux comptes, dont ils déterminent les fonctions et fixent la rémunération. Le ou les Liquidateurs sont révoqués et remplacés selon les formes prévues pour leur nomination. Leur mandat leur est, sauf stipulation contraire, donné pour toute la durée de la liquidation.

La dissolution de la société met fin aux mandats de la société à l'issue des Assemblées d'Actionnaires ou d'Associés des sociétés contrôlées statuant sur l'exercice au cours duquel la société est dissoute.

Le Conseil d'Administration doit remettre les comptes aux Liquidateurs avec toutes pièces justificatives en vue de leur approbation par une Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires.

Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le ou les Liquidateurs qui ont à cet effet les pouvoirs les plus étendus et qui, s'ils sont plusieurs, ont le droit d'agir ensemble ou séparément.

Pendant toute la durée de la liquidation, les Liquidateurs doivent réunir les Actionnaires chaque année en Assemblée Ordinaire dans les mêmes délais, formes et conditions que durant la vie sociale. Ils réunissent en outre les Actionnaires en Assemblées Ordinaires ou Extraordinaires chaque fois qu'ils le jugent utile ou nécessaire. Les Actionnaires peuvent prendre communication des documents sociaux dans les mêmes conditions qu'antérieurement.

En fin de liquidation, les Actionnaires réunis en Assemblée Générale Ordinaire statuent sur le compte définitif de liquidation, le quitus de la gestion du ou des Liquidateurs et la décharge de leur mandat.

Ils constatent dans les mêmes conditions la clôture de la liquidation.

Si les Liquidateurs et les Commissaires aux comptes de la société négligent de convoquer l'Assemblée, le Président du Tribunal de Commerce statuant par Ordonnance de référé peut, à la demande de tout Actionnaire, désigner un Mandataire pour procéder à cette convocation. Si l'Assemblée de clôture ne peut délibérer ou si elle refuse d'approuver les comptes de liquidation, il est statué par décision du Tribunal de Commerce à la demande du Liquidateur ou de tout Intéressé.

L'actif net, après remboursement du nominal des actions, est partagé également entre toutes les actions.

ARTICLE 40 - ARBITRAGE DE LA COMPAGNIE REGIONALE

Toutes contestations qui pourraient s'élever au cours de l'existence de la société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les Actionnaires, les organes de gestion ou d'administration et la société, soit entre les Actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, sont soumises à l'arbitrage du Président de la Compagnie Régionale des Commissaires aux comptes dont ressort la société ou la majorité de ses Actionnaires saisi par la partie la plus diligente, lequel désignera tel Membre du Bureau ou telle commission qu'il avisera.

Le ou les Arbitres désignés par le Président de la Compagnie Régionale seront tenus de suivre et de respecter les règles de droit commun. Ils statueront comme amiables compositeurs et en dernier ressort les parties convenant de renoncer à la voie de l'appel.

ARTICLE 41 - NOMINATION DES ADMINISTRATEURS ET COMMISSAIRES AUX COMPTES

Monsieur Jean-Marie VAUTION,
Madame Annick ANCELET VAUTION,
Monsieur Claude ANCELET,
et Monsieur Max DAMERVAL,
sont nommés Administrateurs de la société pour une durée de trois ans qui prendra fin à l'issue de la réunion de l'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année 1991.

Chacun d'eux accepte lesdites fonctions et déclare qu'il satisfait à toutes les conditions requises par la Loi et les Règlements pour l'exercice du mandat d'Administrateur.

Le montant des jetons de présence pouvant être alloués au Conseil d'Administration au titre du premier exercice sera fixé, s'il y a lieu, par l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur cet exercice et sera maintenu pour les exercices suivants jusqu'à décision contraire.

Les Administrateurs sont immédiatement habilités à désigner le Président du Conseil d'Administration et, sur proposition éventuelle de celui-ci, le Directeur Général.

Monsieur Pierre HOUDINET, demeurant à (08150) Lonny, Route Nationale, est nommé Commissaire aux comptes titulaire de la société pour les six premiers exercices.

Mademoiselle Françoise HOFFMANN, demeurant à (51000) Chalons sur Marne, 79/81 avenue de Sainte Menehould, est nommée Commissaire aux comptes suppléant pour la même durée.

Les Commissaires aux comptes ainsi nommés, intervenant aux présentes, acceptent le mandat qui vient de leur être confié et déclarent satisfaire à toutes les conditions requises par la Loi et les Règlements pour l'exercice dudit mandat.

ARTICLE 42 - JOUISSANCE DE LA PERSONNALITE MORALE -
IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES -
ENGAGEMENTS DE LA PERIODE DE FORMATION

La société jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Le ou les Actionnaires investis de la Direction Générale de la société sont en outre expressément habilités, dès leur nomination, à passer et à souscrire, pour le compte de la société, les actes et engagements entrant dans leurs pouvoirs statutaires et légaux.

Ces actes et engagements seront réputés avoir été faits et souscrits dès l'origine par la société, après vérification par l'Assemblée Ordinaire des Actionnaires, postérieurement à l'immatriculation de la société au Registre du Commerce, de leur conformité avec le mandat ci-dessus défini et au plus tard par l'approbation des comptes du premier exercice social.

ARTICLE 43 - PUBLICITE - POUVOIRS

Les formalités de publicité prescrites par la Loi et les Règlements seront effectués à la diligence de la Direction Générale. Monsieur Jean-Marie VAUTION est spécialement mandaté pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social et pour signer seul la déclaration de conformité.

Fait à Charleville-Mézières, le 10 Décembre 1988,
en quatre d'exemplaires.

Statuts mis à jour à la suite de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 1^{er} Février
2002

EXEMPLAIRE DÉPOSÉ CONFORMÉ